**ACQUISITION D’UNE BASE DE CONNAISSANCE avec maintenance corrective et évolutive**

**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**ACTE D’ENGAGEMENT**

**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

*Case à cocher :*

OFFRE DE BASE : Hébergement On Premises

VARIANTE : Hébergement SaaS

# IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

**Pouvoir adjudicateur :** Institut National de la Propriété Industrielle (INPI).

15 RUE DES MINIMES

CS 50001

92677 COURBEVOIE Cedex

**Comptable public assignataire des paiements :**

l'Agent comptable de l'INPI

15 RUE DES MINIMES

CS 50001

92677 COURBEVOIE Cedex

**Représentant légal du pouvoir adjudicateur du marché, signataire et ordonnateur** : le Directeur général de l'INPI.

# OBJET DE LA CONSULTATION ET MODE DE PASSATION DU MARCHE

Le présent marché a pour objet l’acquisition et la mise en place d’une nouvelle base de connaissances comprenant des prestations de maintenance corrective et évolutive.

Le détail des prestations attendues figure dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes.

Ce marché est passé en procédure d’appel d’offres ouvert en application des articles L. 2124-2, R. 2124-1, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

# ALLOTISSEMENT

Le marché est composé d’un lot unique, car le besoin concerne une plateforme unique.

# DURÉE DU MARCHE

Ce marché est conclu pour une durée d'un (1) an à compter de sa date de notification.

Il sera reconduit tacitement par période d'une (1) année. La durée totale ne pourra pas excéder quatre (4) années.

L’INPI pourra prendre chaque année et au plus tard dans un délai de 120 jours avant la fin de la période annuelle, la décision de ne pas reconduire le marché, sans que le titulaire puisse la refuser**.**

# CONTRACTANT

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Je soussigné (nom, prénom) : …………………………………………………………… | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Qualité [[1]](#footnote-1):  Représentant légal de l’entreprise  Ayant reçu pouvoir du représentant légal de l’entreprise | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| * dénomination sociale : …………………………………………………………………………… | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| * adresse :………………………………………………………………………………………   ………………………………………………………………………………………………….. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| - Immatriculée sous le n° SIRET : |  |  | |  | |  | |  | |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |
| N° SIREN | | | | | | | | | | | | | | NIC | | | | |
|  | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| * Code Activité Principale Exercée : |  | |  | |  | |  | |  | |  | | | | | | | | |

Après avoir pris connaissance du présent acte d’engagement,

Après avoir satisfait aux exigences des articles R. 2143-3 et R. 2143-5 à R. 2143-16 du code de la commande publique.

Déclare adhérer aux documents visés à l’article 8 du présent acte d’engagement, et m’engage, sans réserve, conformément aux stipulations de ces documents, à exécuter les prestations du marché dans les conditions ci-après définies.

L’offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si l’attribution du marché est effectuée dans un délai de 180 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation.

# CONTRACTANTS – GROUPEMENT D’ENTREPRISES[[2]](#footnote-2)

En cas de candidature groupée, remplir un seul acte d’engagement pour le groupement et compléter l’annexe à cet acte d’engagement.

**Nous soussignés :**

**M**…………………………….…… **M** ……………………………………

**M**…………………………………. **M** ……………………………………

Après avoir pris connaissance du présent acte d’engagement,

Après avoir satisfait aux exigences des articles R. 2143-3 et R. 2143-5 à R. 2143-16 du code de la commande publique.

Déclarons adhérer aux documents visés à l’article 8 du présent acte d’engagement, et nous engageons, sans réserve, conformément aux stipulations de ces documents, à exécuter les prestations du marché dans les conditions ci-après définies.

L’offre ainsi présentée ne nous lie toutefois que si l’attribution du marché est effectuée dans un délai de 180 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation.

**L'entreprise** …………………………………………………………………………………. est le mandataire des entrepreneurs groupés qui ont signé la lettre de candidature *(article R. 2142-24 du code de la commande publique)*.

# Correspondance

Adresse électronique pour correspondance : ……………………………………@....................

# PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l’article 4.1 du CCAG-TIC, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissant:

* le présent acte d'engagement (AE), et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
* le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
* le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
* le bordereau des prix  (B.P.);

## le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l’information et de la communication (C.C.A.G.-T.I.C.), approuvé par l’arrêté du 30 mars 2021 ; ce document, bien que non joint au marché, est réputé bien connu et le titulaire du marché reconnaît expressément son caractère contractuel,

* la proposition technique du titulaire ;
* le calendrier de réalisation prévisionnel du titulaire, qui sera consolidé et validé par l’INPI lors de la réunion de lancement ;
* les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

# PRIX DU MARCHÉ

Les prix du marché sont ceux renseignés au bordereau des prix et dans le présent acte d’engagement.

Les prix sont fermes durant leur première année d’exécution, puis révisable à la hausse comme à la baisse, par application d’une formule représentative de l’évolution du coût de la prestation comme indiqué dans le CCAP.

Il s’agit d’un marché composite comprenant :

* une partie ordinaire traitée à prix forfaitaires, regroupant l’acquisition des licences, la mise en place de la solution et la TMA corrective ;
* une partie unitaire traitée en accord-cadre mono-attributaire à bons de commande conclu en application des dispositions de l’article L 2125-1 1° et des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique, sans montant minimum annuel, mais avec un montant maximum annuel de 40 000 € HT.

## Partie ordinaire : prix forfaitaires

La partie forfaitaire comprend :

* **La phase d’initialisation du marché et de mise en place de la solution**, comprenant :
* L’acquisition de licences (offre de base) ;
* La prestation d’installation et paramétrage de la solution en fonction du CCTP et des ateliers avec les métiers ;
* La mise en place de la solution (VA, VSR, Garantie) ;
* Les formations initiales à l’utilisation du logiciel, à sa maintenance technique et à son paramétrage ;
* La reprise de données.

Les prestations comprises dans la phase d’initialisation du marché et de mise en place de la solution, basées sur des prix forfaitaires fixés au Bordereau des Prix (BP), débuteront à compter de la notification du marché, sans qu’il soit nécessaire d’émettre de bon de commande.

Une réunion de lancement du projet devra se tenir dans les 10 jours suivant la notification du marché. Cette réunion de lancement déclenche le début du projet : T0.

Le montant forfaitaire de la prestation d’initialisation et de mise en place de solution s’élève à :

Montant hors taxes :.............................................................. euros

TVA (taux de ..... %) :.............................................................. euros

Montant TTC : .............................................................. euros

Soit en lettres :

..................................................................................................................................................

..................................................................................................................................................

* **La prestation de** **TMA corrective**, comprenant
  + la fourniture des mises à jour mineures et majeures ;
  + le forfait SaaS annuel (variante)

La prestation de TMA corrective, basée sur le prix forfaitaire fixé au Bordereau des Prix (BP), débutera après la phase de Garantie, sans qu’il soit nécessaire d’émettre de bon de commande.

Le montant forfaitaire annuel de la prestation forfaitaire de TMA corrective s’élève à :

Montant hors taxes :.............................................................. euros

TVA (taux de ..... %) :.............................................................. euros

Montant TTC : .............................................................. euros

Soit en lettres :

..................................................................................................................................................

..................................................................................................................................................

Les délais de réalisation des prestations sont précisés à l’article 5.4.1 du CCTP.

## Partie unitaire : à bons de commande

Les prestations suivantes, basées sur des prix unitaires fixés dans le B.P., sont exécutées par bons de commande émis au fur et à mesure des besoins :

* Les prestations de maintenance évolutive de la solution : ajout de modules logiciels applicatifs, interfaces, paramétrages techniques ou fonctionnels, gestion des données…
* Les prestations d’installation logicielle (sur site ou à distance),
* L’extension de la prestation de TMA corrective au prorata du nombre de licences utilisateur supplémentaire acquises, si nécessaire,
* Les formations supplémentaires,
* La prestation de réversibilité.

# PAIEMENTS

## Relevé d’identité bancaire ou postal

La personne publique se libérera des sommes dues au titulaire au titre du présent marché en faisant porter les montants au crédit du compte suivant :

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Établissement | Guichet | | N° de compte | Clé | | IBAN – Identifiant international de compte | |
|  |  | |  |  | |  | |
| BIC – Identifiant international de compte | | | | | Domiciliation | |
|  | | | | |  | |
| Titulaire du compte : | |  | | | | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **En cas de groupement conjoint d’entreprises :** | | | | | | | | |
| Les soussignées sociétés groupées conjointement, autres que le mandataire, donnent par les présentes (jointes en annexe) à ce mandataire qui l'accepte, procuration à l'effet de percevoir pour leur compte les sommes qui leur sont dues en exécution du marché par règlement au compte du mandataire :  OUI  NON  Ces paiements seront libératoires vis-à-vis des prestataires groupés. | | | | | | | | |
| **En cas de réponse négative,** la personne publique se libérera des sommes dues au(x) membres du groupement, autre que le mandataire, au titre du présent marché en en faisant porter les montants au crédit du suivant : | | | | | | | | |
| Établissement | Guichet | | N° de compte | | Clé | | IBAN – Identifiant international de compte | |
|  |  | |  | |  | |  | |
| BIC – Identifiant international de compte | | | | | | Domiciliation | | |
|  | | | | | |  | | |
| Titulaire du compte : | |  | | | | | | |
| (Reproduire ce tableau en autant de fois que de membres de groupements)  **Répartition des prestations****:**  *(Les membres du groupement conjoint indiquent dans le tableau ci-dessous la répartition des prestations que chacun d’entre eux s’engage à réaliser.)* | | | | | | | | |
| **Désignation des membres du groupement conjoint** | | | | **Prestations exécutées par les membres du groupement conjoint** | | | | |
| **Nature de la prestation** | | | | **Montant en € HT de la prestation** |
|  | | | |  | | | |  |
|  | | | |  | | | |  |
|  | | | |  | | | |  |
| **Montant total** | | | | | | | |  |

## Avance

Une avance de 10% des montants forfaitaires toutes taxes comprises du marché sera accordée au titulaire dans les conditions prévues par le cahier des clauses administratives particulières, sauf s'il la refuse expressément en cochant la case ci-contre :

Je refusede percevoir l’avance.

## Périodicité des règlements

L’entreprise titulaire entrant dans les catégories des PME / artisans telles qu’elles sont définies par l’article R. 2151-13 du code de la commande publique[[3]](#footnote-3) ou bien une SCOP ou une entreprise adaptée.

|  |  |
| --- | --- |
| Je demande[[4]](#footnote-4)  Je refuse 2 | que les paiements des acomptes pour les prestations ayant donné lieu à un commencement d’exécution du marché, soient effectués mensuellement. |

|  |
| --- |
| à le  fait en un seul original  l’entreprise,  (cachet et signature) |
| à Courbevoie, le  est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement,  le représentant légal du pouvoir adjudicateur, |

ANNEXE AU CADRE D'ENGAGEMENT

**POUR COMPLETER L'ARTICLE 6 : CONTRACTANTS – GROUPEMENT D’ENTREPRISES**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Nom, prénom et qualité : …………………………………………………………… | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Qualité [[5]](#footnote-5):  Représentant légal de l’entreprise  Ayant reçu pouvoir du représentant légal de l’entreprise | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| * dénomination sociale : …………………………………………………………………………… | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| * adresse :………………………………………………………………………………………   ………………………………………………………………………………………………….. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| - Immatriculée sous le n° SIRET : |  |  | |  | |  | |  | |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |
| N° SIREN | | | | | | | | | | | | | | NIC | | | | |
|  | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| * Code Activité Principale Exercée |  | |  | |  | |  | |  | |  | | | | | | | | |
|  | | | | | | | | | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Nom, prénom et qualité : …………………………………………………………… | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Qualité 1 :  Représentant légal de l’entreprise  Ayant reçu pouvoir du représentant légal de l’entreprise | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| * dénomination sociale : …………………………………………………………………………… | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| * adresse :………………………………………………………………………………………   ………………………………………………………………………………………………….. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| - Immatriculée sous le n° SIRET : |  |  | |  | |  | |  | |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |
| N° SIREN | | | | | | | | | | | | | | NIC | | | | |
|  | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| * Code Activité Principale Exercée |  | |  | |  | |  | |  | |  | | | | | | | | |
|  | | | | | | | | | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Nom, prénom et qualité : …………………………………………………………… | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Qualité 1 :  Représentant légal de l’entreprise  Ayant reçu pouvoir du représentant légal de l’entreprise | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| * dénomination sociale : …………………………………………………………………………… | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| * adresse :………………………………………………………………………………………   ………………………………………………………………………………………………….. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| - Immatriculée sous le n° SIRET : |  |  | |  | |  | |  | |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |
| N° SIREN | | | | | | | | | | | | | | NIC | | | | |
|  | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| * Code Activité Principale Exercée |  | |  | |  | |  | |  | |  | | | | | | | | |

1. La personne physique représentant le candidat doit cocher la situation concernée. [↑](#footnote-ref-1)
2. En cas de groupement, compléter l’annexe à l’acte d’engagement se trouvant en dernière page. [↑](#footnote-ref-2)
3. On entend par "petites et moyennes entreprises" les entreprises dont l'effectif ne dépasse pas 250 employés et dont le chiffre d'affaires n'excède pas 50 millions d'euros, ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros. Ne sont pas considérées comme des PME les entreprises dont le capital social est détenu à hauteur de plus de 33% par une entreprise n'ayant pas le caractère d'une PME. [↑](#footnote-ref-3)
4. Cocher la case appropriée. [↑](#footnote-ref-4)
5. La personne physique représentant le candidat doit cocher la situation concernée. [↑](#footnote-ref-5)